

# Rapport et proposition de la Commission de vérification des comptes à l'Assemblée générale des actionnaires du chemin de fer du Gothard = Bericht und Antrag der Revisionskommission an die Generalversammlung der Aktionäre der Gotthardbahn-Gesellschaft

Autor(en): Speiser, Wm. / Sidler, F. / Grob, J. E.

Objektyp: Article

Zeitschrift: Rapport de la Direction et du Conseil d'Administration du Chemin de Fer du Gothard

Band (Jahr): 16 (1887)

PDF erstellt am: 01.09.2024

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-622992>

## Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Rapport et proposition

de la

## Commission de vérification des comptes

à

### l'Assemblée générale des actionnaires du chemin de fer du Gothard

### du 30 Juin 1888



La Commission de vérification des comptes instituée par l'Assemblée générale du 27 Juin 1887, a l'honneur de vous présenter son rapport sur les travaux auxquels elle a procédé les 1<sup>er</sup> et 2 Juin courant.

Nous constaterons en premier lieu qu'une comparaison du grand livre avec le bilan manuscrit et de ce dernier avec le bilan imprimé du rapport, nous a permis de reconnaître la concordance de tous les chiffres

Quelques essais pris au hasard dans le compte d'exploitation, dans le compte de construction et dans les comptes spéciaux sur les diverses branches de l'administration, nous ont convaincu également de l'exactitude des articles examinés, comme aussi de la parfaite organisation et de l'exercice consciencieux du contrôle.

Nous avons vérifié en détail: la récapitulation générale du trafic et des recettes, toutes les pièces comptables du compte concernant le produit des capitaux disponibles et enfin le compte d'exploitation pour le mois de Mai, celui de Décembre ayant été examiné par les commissaires-vérificateurs du Conseil d'administration.

Ces comptes ne nous suggèrent aucune observation spéciale.

Il en est de même du taux des valeurs porté à l'inventaire et nous nous bornerons à vous renvoyer au tableau de ces valeurs dans le rapport de gestion.

Nous avons vérifié aussi la caisse et le portefeuille et reconnu la concordance des situations respectives avec les soldes inscrits dans les livres pro 1<sup>er</sup> Juin 1888.

L'examen par la Direction des effets et valeurs, examen prévu au règlement, a été effectué les 30 et 31 Décembre 1887 et les 16 et 17 Janvier 1888.

Nous avons pris connaissance des procès-verbaux y relatifs, ainsi que du rapport des reviseurs du Conseil d'administration qui ont également vérifié les effets et valeurs.

Nous confirmons la présence réelle des titres (propres ou de tiers) déposés auprès de l'Administration.

Dans notre vérification du dépôt des effets et valeurs, nous nous sommes bornés à prendre au hasard un certain nombre de titres; en revanche nous avons examiné à fond et trouvé entièrement conformes les titres appartenant à la caisse de secours et de pensions, ainsi qu'aux caisses de malades.

Cette année aussi, nous avons le plaisir de constater l'obligeance parfaite que les fonctionnaires que cela concerne, et en particulier MM. les Chefs du Bureau de revision des comptes et de la Caisse principale, ont mise à nous seconder dans toutes nos opérations.

Passant aux résultats de l'année comptable, nous mentionnerons brièvement les quelques chiffres ci-après:

Suivant le compte de profits et pertes, l'excédent des recettes d'exploitation pour 1887 est de	fr. 6,325,139. —
il s'élevait en 1886 à	„ 4,877,920. 31
augmentation en 1887	fr. 1,447,218. 69
c'est-à-dire	
recettes en plus.	fr. 1,683,769. 40
moins: dépenses en plus	„ 236,550. 71
	fr. 1,447,218. 69

L'accroissement des dépenses représente en chiffre rond le 14% environ de l'augmentation des recettes.

Ce chiffre est tout à fait modéré; du reste nous renvoyons aux chiffres moyens exposés pages 19 et 20 et qui montrent que les dépenses, mises en regard des *prestations* du service d'exploitation, ont diminué.

Nous trouvons, il est vrai, une exception aux dépenses du service de la traction, notamment pour le combustible; il est en effet surprenant de voir que la consommation de combustible s'est élevée par kilomètre de locomotive

de kg 11,44 en 1886

à „ 12,23 „ 1887

et par kilomètre d'essieu de voitures et wagons

de kg 0,515 en 1886

à „ 0,529 „ 1887

Il faut toutefois faire observer ici qu'en 1887 la consommation d'une locomotive se monte à kg 132,5 par tonne-kilom. (poids brut), au lieu de kg 126,3 seulement en 1886.

Relativement à 1886, le chiffre par kilomètre d'essieu de voitures et wagons est par contre de kg 5,7 par tonne-kilom. (poids brut).

Les propositions de la Direction et du Conseil d'administration relativement à l'emploi du produit net disponible de fr. 2,172,556. 63, se trouvent à la page 36 du rapport de gestion.

Vous contesterez ces propositions d'autant moins que si le Département fédéral des chemins de fer venait à maintenir sa demande concernant l'amortissement de diverses dépenses au total de fr. 85,743. 37, on peut néanmoins considérer encore comme tout à fait considérable, même en face d'éventualités semblables, le solde à compte nouveau de fr. 472,556. 63.

Avant de clore notre rapport, nous désirerions aborder encore un point sur lequel, à notre avis, l'Administration a interprété peut-être trop rigoureusement les dispositions de la convention du 8 Avril 1885 relative à la détermination du compte de construction. Nous voulons parler de l'amortissement, rappelé page 9, de fr. 215,000 conformément à la convention; cet amortissement a été effectué de telle manière que l'Administration a annulé non seulement pour nom. fr. 140,000 d'obligations 4% à retirer selon le plan d'amortissement, mais encore

„ 75,000 de ses propres titres.

Si l'Administration veut procéder de même à l'avenir également, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où elle sera libre d'augmenter la quote à amortir de l'emprunt, de 100 millions, elle sera obligée, d'acheter et d'annuler en tout pour fr. 702,000 de ses propres obligations, y compris les fr. 75,000 déjà rappelés.

Il est vrai qu'il n'y aurait rien à objecter à ce mode de faire, si la Compagnie n'avait plus besoin d'autres capitaux; mais il faudra affecter dans les années qui vont suivre (rapport de gestion page 6) environ 12<sup>1</sup>/<sub>2</sub> millions à des buts de construction, de sorte que nous ne voyons pas qu'il y ait nécessité pour elle de diminuer de la manière énoncée, les capitaux dont elle dispose.

D'ailleurs la convention avec le Conseil fédéral laisse à la Compagnie la possibilité de verser à un fonds spécial d'amortissement les quotes excédant l'amortissement réel, lequel fonds ne doit pas être administré à part, mais former partie intégrante des capitaux liquides, et peut même éventuellement trouver un autre emploi.

Nous voudrions attirer tout spécialement l'attention de l'Administration sur cette question.

Nous terminons notre rapport par la proposition suivante:

„L'Assemblée générale décide d'approuver les comptes de 1887 et d'en donner décharge „avec remerciements à la Direction ainsi qu'au Conseil d'administration.“

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Lucerne, le 2 Juin 1888.

Les Commissaires-vérificateurs pour 1887:

**W<sup>m</sup>. Speiser.**

**E. Sidler.**

**J. E. Grob.**

# Bericht und Antrag

der

## Revisionskommission

an die

### Generalversammlung der Aktionäre der Gotthardbahn-Gesellschaft

vom 30. Juni 1888.

Die von der Generalversammlung vom 27. Juni 1887 bestellte Revisionskommission beehrt sich, Ihnen über die am 1. und 2. I. Mts. durch sie vorgenommenen Prüfungsarbeiten zu berichten:

Wir haben zunächst zu konstatiren, daß eine Vergleichung des Hauptbuches mit der geschriebenen Bilanz und dieser letzteren hinwieder mit der im Bericht abgedruckten die Uebereinstimmung sämmtlicher Ziffern ergeben hat.

Einzelne Stichproben, die wir in der allgemeinen Betriebs- und in der Baurechnung, sowie in den Spezialrechnungen über die verschiedenen getrennten Verwaltungszweige vorgenommen haben, überzeugten uns ebenfalls von der Richtigkeit der betreffenden Rechnungsposten sowohl, als auch von der zweckmäßig angelegten und gewissenhaft ausgeübten Kontrolle.

Im Einzelnen haben wir durchgegangen: die Gesamtzusammenstellung des Verkehrs und der Einnahmen, sodann die Einzelbelege der Rechnung über den Ertrag der verfügbaren Kapitalien und endlich die Betriebsrechnung für den Monat Mai, nachdem die über den Monat Dezember von den Revisoren des Verwaltungsrathes geprüft worden war.

Diese sämmtlichen Vorlagen veranlassen uns zu keinen Bemerkungen.

Zu den Inventaranfängen der Werthschriften haben wir nichts zu erinnern und verweisen wir auf die einschlägigen Tabellen im Geschäftsberichte.

Wir haben auch die Verifikation der Kassa und des Portefeuilles vorgenommen und die Bestände beider im Einklang mit den von den Büchern aufgewiesenen Saldo pro 1. Juni l. Js. gefunden.

Die durch das Reglement vorgesehene Untersuchung der Werthschriften-Bestände durch die Direktion wurde am 30. und 31. Dezember 1887 und 16. und 17. Januar 1888 besorgt.

Die bezüglichen Protokolle, sowie auch der Bericht der vom Verwaltungsrathe bestellten Revisoren, welche die Werthschriften ebenfalls geprüft haben, sind uns zur Einsicht vorgelegt worden.

Wir bestätigen das richtige Vorhandensein aller bei der Verwaltung hinterlegten (eigenen oder Dritten gehörenden) Titel.

Unsere Kommission hat sich bei Besichtigung des Werthschriftenarchivs auf einzelne Stichproben beschränkt, mit Ausnahme der der Unterstützungs- und Pensionskassa, sowie den Krankenkassen angehörenden Titel, welche durchgehend geprüft und richtig befunden wurden.

Es gereicht uns auch dieses Mal zum besonderen Vergnügen, die gute Unterstützung zu konstatiren, welche uns bei allen unseren Untersuchungen durch die betreffenden Beamten, insbesondere durch die Herren Vorstände des Revisorates und der Hauptkassa zu Theil wurde.

Zum Resultat des Geschäftsjahres übergehend, erwähnen wir in Kürze folgende Ziffern:

Der Ueberschuß der Betriebseinnahmen pro 1887 beträgt gemäß Gewinn- und

Verlustrechnung	Fr.	6,325,139. —
gegenüber pro 1886	"	4,877,920. 31
	Zunahme pro 1887	Fr. 1,447,218. 69
nämlich:		
Mehreinnahmen	Fr.	1,683,769. 40
abzüglich Mehrausgaben	"	236,550. 71
	Fr.	1,447,218. 69

Die Mehrausgaben repräsentiren rund ca. 14 % der Mehreinnahmen.

Es darf dieser Prozentsatz als ein sehr mäßiger bezeichnet werden und wir verweisen übrigens noch auf die auf Seite 19 und 20 mitgetheilten Durchschnittsergebnisse, welche erzeugen, daß die Ausgaben, auf die Betriebsleistungen zurückgeführt, abgenommen haben.

Eine Ausnahme bilden allerdings die Ausgaben des Jahrdienstes, speziell für Brennmaterial. Auffallenderweise hat sich nämlich der Materialkonsum auf 1 Lokomotivkilometer für Brennmaterial

von Rgr. 11,44 im Jahre 1886  
auf Rgr. 12,23 im Jahre 1887 und  
für 1 Wagenachsenkilometer  
von Rgr. 0,515 im Jahre 1886  
auf Rgr. 0,529 im Jahre 1887

erhöht.

Es ist hierüber allerdings zu bemerken, daß pro 1887 auf 1 Lokomotive Rgr. 132,5 B. T. K. gegenüber nur Rgr. 126,3 B. T. K. pro 1886 kommen.

Per Wagenachsenkilometer bleibt dagegen die Leistung gegenüber 1886 auf 5,7 B. T. K.

Die Vorschläge der Direktion und des Verwaltungsrathes betreffend die Verwendung des verfügbaren Netto-Ertrages von Fr. 2,172,556. 63 finden Sie auf pag. 36 des Berichtes.

Sie werden diese Vorschläge umsoweniger beanstanden, als, wenn auch das Eisenbahndepartement sein Begehren wegen Abschreibung verschiedener Posten im Betrage von zusammen Fr. 85,743. 37 aufrecht halten sollte, der auf das laufende Jahr vorzutragende Saldo von Fr. 472,556. 63 auch derartigen Eventualitäten gegenüber immer noch als außerordentlich groß darf bezeichnet werden.

Bevor wir unsern Bericht schließen, möchten wir noch einen Punkt berühren, in welchem unserer Ansicht nach die Verwaltung die Bestimmungen der Uebereinkunft vom 8. April 1885 betr. die Feststellung des Baukonto's doch etwas allzu strikte aufgefaßt hat. Es betrifft dies die auf Seite 9 erwähnte Amortisation von Fr. 215,000 laut Uebereinkunft, welche in der Weise vollzogen worden ist, daß die Verwaltung nicht nur die gemäß Amortisationsplan einzulösenden 4 % Obligationen

von nom. Fr. 140,000. —, sondern auch noch  
Fr. 75,000. — eigene 4 % Titel getilgt hat.

Wenn die Verwaltung das gleiche Verfahren auch in der Folge, d. h. bis zu dem Zeitpunkte, in welchem es ihr freisteht, die zu amortisirende Quote der 100 Millionen-Anleihe zu erhöhen, einhalten will, so müßte sie im Ganzen, inklusive der bereits getilgten Fr. 75,000, Fr. 702,000 ihrer eigenen Obligationen aufkaufen und zernichten.

Gegen dieses Verfahren wäre nun allerdings nichts einzuwenden, wenn die Gesellschaft keine weiteren Geldmittel mehr nöthig hätte; allein da laut Geschäftsbericht (pag. 6) in den nächsten Jahren rund 12½ Millionen für Bauzwecke verausgabt werden müssen, sehen wir unsererseits die Nothwendigkeit nicht ein, die disponiblen Mittel in der vorerwähnten Weise zu schmälern.

Die Abmachung mit dem Bundesrath läßt übrigens der Gesellschaft die Möglichkeit, die die wirkliche Amortisation übersteigenden Abschreibungsquoten einem speziellen Amortisationsfond zuzuweisen, welcher Fond nicht getrennt verwaltet werden muß, sondern einen Bestandtheil der flüssigen Gelder bilden, eventuell auch eine anderweitige Verwendung finden kann.

Wir möchten die Aufmerksamkeit der Verwaltung speziell auf diese Frage lenken.

Schließlich beantragen wir Ihnen:

„Es wolle die Generalversammlung beschließen, die Rechnungen pro 1887 sind unter Verbankung an die Direktion und den Verwaltungsrath abzunehmen und zu genehmigen,“

und zeichnen mit vorzüglicher Hochachtung

Luzern, den 2. Juni 1888.

Die Revisions-Kommission pro 1887:

Wm. Speiser.

E. Sidler.

J. C. Grob.